

PROJET DE LOI DE FINANCES 2017**Le gouvernement opte pour le durcissement**

L'année 2017 s'annonce difficile pour toute l'Algérie, à commencer par le gouvernement qui aura la lourde tâche d'appliquer des augmentations pour un grand nombre de produits et services, a estimé l'expert Smail Lalmas, et ce, au lendemain de l'annonce de nouvelles taxes (sur les véhicules d'occasion et le tabac) dans l'avant-projet de loi de finances 2017.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Selon le président d'Algérie Conseil Export (ACE), si les recettes du pays n'évoluent pas dans le bon sens, les augmentations vont toucher d'autres produits et notamment une levée de subvention sera «sérieusement envisageable», surtout quand la crise est gérée par un gouvernement «en panne d'idées».

«Et comme vous devez le savoir, cela va se répercuter lourdement sur le citoyen, qui va, encore une fois, subir la gestion catastrophique de nos décideurs, sachant que la crise était annoncée depuis plusieurs années, mais aucune décision n'a été prise pour gérer et absorber justement cette crise, qui au passage, n'est ni une crise économique ni financière, mais plutôt une crise due exclusivement à notre modèle économique qui ne répond à aucun standard et à aucune logique, aggravé par l'insouciance et l'incompétence de nos responsables», souligne encore M. Lalmas qui plaide pour un modèle qui «s'appuierait sur le changement, un changement courageux, audacieux, un modèle qui s'adosserait sur l'homme, la compétence, un modèle qui rendrait à l'économie sa véritable place, loin de la politique et complètement libéré de la bureaucratie». Il appelle à arrêter de parler de réformes, «cela n'a plus aucun sens dans l'état actuel des choses, on ne réforme pas ce qui est mal conçu, il est temps de faire un diagnostic sérieux de la situation économique du pays, il est temps de se remettre en cause, dégager des informations fondées, réelles de l'Algérie d'aujourd'hui et pour construire un nouveau modèle, et surtout ne pas demander aux hommes d'hier, source de ce drame, de nous construire un avenir

meilleur, qu'il soit d'ailleurs économique ou autre». A propos de son appréciation de la gestion par le gouvernement de la crise issue de la chute des prix du brut, Smail Lalmas dira : «On ne gère pas justement la crise, on la subit et ce, depuis au moins deux années, et c'est à mon avis ce qui est dangereux, pour la simple raison que des moments de crise font partie de la vie d'un pays, mais c'est la manière de se comporter avec la situation qui est importante, et nous, malheureusement, rien de palpable et de concret, que des discours stériles, nous avons un gouvernement dont la gymnastique préférée se limite à



Les produits subventionnés seront-ils touchés par les augmentations ?

recenser les déficits de la balance, tous les 6 mois ou à chaque fin d'exercice, le danger et la véritable crise se situent justement à ce

niveau, par le fait que notre exécutif est incapable d'apporter des solutions, et croyez-moi, il n'attend que la reprise à la hausse des prix du

pétrole, pas plus que cela, son génie se limite à cela.» Depuis cette crise, en effet, le gouvernement mobilise ses revenus et recherche d'autres sources comme l'opération «emprunt obligataire» pour pouvoir faire face à ses dépenses, payer les retraites et les salaires par exemple.

«En même temps, les recettes fiscales ont du mal à rentrer dans les caisses, cela donne plus de déséquilibre», note M. Lalmas qui n'exclut pas des augmentations d'impôts et de taxes en 2017. «Alors que la raison serait plutôt d'essayer d'élargir l'assiette fiscale en créant plus d'entreprises, encourager l'investissement, et revoir et améliorer notre dispositif fiscal et autre. La question qui se pose, comment compter sur plus de fiscalité pour soulager et corriger les déficits budgétaires, quand vous avez une économie qui est pratiquement en panne et ne crée plus de richesses», conclut-il.

Y. D.

BALANCE COMMERCIALE DES QUATRE PREMIERS MOIS 2016**Les exportations en chute libre**

La balance commerciale caractérisant le commerce extérieur des quatre premiers mois de 2016 n'est pas un bilan franchement avantageux pour l'économie nationale.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Si les importations ont quelque peu baissé, les exportations sont en chute libre depuis janvier 2016. En effet, le volume global des importations est de l'ordre de 15,17 milliards de dollars, soit une baisse de plus de 15% comparativement aux quatre premiers mois de 2015. Pour ce qui est du volume global des exportations, il représente la moitié de celui des importations, en avoisinant les 7,54 milliards de dollars. Encaissant ainsi une importante régression de 38,37% par rapport à la même période de référence.

Dans la structure de ces exportations, l'Algérie continue à être monoexportatrice avec une part de 92,80% du volume global des exportations pour les hydrocarbures, et une baisse de 39,31% par rapport à la même période 2015 : le pétrole et le gaz continuent à représenter l'essentiel de nos ventes à l'étranger durant les quatre premiers

mois 2016. S'agissant des exportations hors hydrocarbures, elles sont toujours aussi marginales, avec uniquement 7,2% du volume global des exportations, représentant une valeur de 543 millions de dollars. Cette contribution est encore plus modeste sachant qu'elles ont enregistré, elles aussi, une conséquente baisse de 23,09% par rapport aux quatre mois 2015.

Pour aller plus dans le détail des flux entrants, qu'avons-nous importé pendant le premier trimestre 2016 ? La répartition des importations par des groupes de produits selon leur valeur demeure toujours la même, comparativement à la même période de 2015 : les biens d'équipement sont à la tête du classement et les biens de consommation non alimentaires arrivent en dernier. Malgré une baisse d'importation des biens alimentaires de 22,7%, ils occupent toujours la troisième place du classement, la sécurité alimentaire n'est manifestement pas pour demain.

Surtout que les produits les plus importés dans ce groupe sont les céréales, semoules et farines, suivies du lait et dérivés et des sucres, évidemment. D'autre part, la baisse a concerné également les trois autres catégories de produits : les

biens destinés à l'outil de production de -11,91% les biens d'équipements de -15,76%. Mais aussi les biens de consommation non alimentaires, 10,32%. Cependant, au sein de ce dernier groupe, la valeur des médicaments importés a augmenté de plus de 29%. Amortissant cette nette flambée, l'importation des véhicules a quasiment été divisée en deux comparativement à la même période de 2015. Elle a ainsi enregistré une chute de 48,25%.

Naturellement, le déficit est toujours d'actualité et a marqué la balance commerciale des quatre premiers mois de 2016 : 7,63 milliards de dollars. Conséquemment, ces statistiques révèlent un taux de couverture des importations par les exportations de 50% durant la même période, contre 69% au cours des quatre premiers mois 2015.

Toutefois, ces résultats demeurent conjoncturels et ce n'est qu'en fin 2016 que le bilan définitif pourra être établi et définitivement comparé à celui de 2015 afin d'apercevoir de plus près l'évolution de la balance commerciale durant cet intervalle de deux ans.

N. B.

SITUATION SÉCURITAIRE**Un terroriste neutralisé, des armes et des munitions récupérées à Batna**

Un terroriste a été neutralisé et un pistolet automatique de type Kalachnikov, une grenade ainsi qu'une quantité de munitions ont été récupérés par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) mardi soir à Batna, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une embuscade dans la localité de Guedjati au sud-est de la wilaya de Batna (5^e Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a neutralisé 1 terroriste, hier 23 août 2016 à 21h45. L'opération a permis également de récupérer 1 pistolet automatique de type Kalachnikov, 1 grenade et une quantité de munitions», précise le communiqué.

Par ailleurs, dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset et In Guezzam (6^e Région militaire), 32 contrebandiers et récupéré 1 pistolet automatique de type Kalachnikov, une quantité de munitions, un camion, 5 véhicules tout-terrain, 15 tonnes de denrées alimentaires et 2 détecteurs de métaux», note la même source.

A Djanet (4^e Région militaire), un autre détachement «a intercepté 6 contrebandiers, 1 véhicule tout-terrain et 1 détecteur de métaux», tandis qu'à Biskra (4^e Région militaire) et Skikda (5^e Région militaire), des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté 4 contrebandiers et saisi 5 041 unités de différentes boissons», ajoute le communiqué.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE D'EL HADJAR**Reprise de la production début octobre**

Le haut-fourneau n°2 du complexe sidérurgique d'El Hadjar sera réceptionné début octobre prochain après plus de trois mois d'intenses travaux de réhabilitation menés par l'entreprise multinationale Person.

Cette nouvelle date est confirmée par des cadres de l'usine qui ont participé ces derniers jours à des réunions de travail auxquelles ont pris part les dirigeants de Sider El Hadjar et Pipes et Tubes El Hadjar, sous la présidence du P-DG du groupe Imetal.

Ce sont les dénominations des deux nouvelles entités de la sidérurgie implantées à une dizaine de kilomètres de la ville de Annaba, après la récupération de la totalité des actions du capital social d'ArcelorMittal Algérie (AMA) et d'ArcelorMittal pipes & tubes Algérie (AMPTA) par le gouvernement algérien.

Il en a fait de même pour les mines de Tébessa.

Nos sources avancent cette nouvelle date de démarrage du HF N°2 sur la base des engagements de l'entreprise Person qui a été confrontée dès son arrivée au complexe à des problèmes techniques non résolus lors de l'entame des travaux par une entreprise italienne. Celle-ci a été qualifiée de défaillante après plusieurs mois de présence au niveau de cet édifice stratégique de la zone chaude du complexe sidérurgique.

Prévue au début de l'année en cours, la réhabilitation du HF N°2 s'est prolongée de mois en mois depuis cette date. Les trois entités économiques citées plus haut relevaient auparavant d'un partenariat boiteux avec le groupe indien ArcelorMittal qui est arrivé à El Hadjar en 2001 sous l'étiquette Ispat. Il s'est même accaparé pendant plus d'une décennie de 70% du capital de ce fleuron de l'industrie

sidérurgique nationale sans investir le moindre dollar. Jusqu'à ces dernières semaines, le directeur général d'ArcelorMittal, Mukund Kulkarni, décidait de la totalité des actes de gestion de l'usine d'El Hadjar sans rencontrer la moindre opposition des représentants de l'Etat algérien.

Ce dernier a investi près d'un milliard de dinars pour la réhabilitation des installations d'El Hadjar dont la production devrait être d'un million de tonnes d'acier liquide dans une première phase pour atteindre les deux millions de tonnes dans une seconde phase après réhabilitation bien entendu. Interrogés sur les nouveaux développements intervenus au sein de leur usine, des sidérurgistes déclarent n'aspirer qu'à une seule chose : sortir de cette situation d'attente et d'angoisse pour leur devenir et celui de leur outil de production à l'arrêt depuis des mois.

A. Bouacha